

Résidence du Ruanda  
Territoire de Kibungu.

Kibungu, le 16 janvier 1958

OBJET : P.V. 183/L.D.

Aff. Nyirakabuga-  
Emond.



N°

just.102/L.D.

Monsieur le Substitut du Procureur du Roi Danse A.

à

KIGALI.

Monsieur le Substitut,

Comme suite à votre R.I. n° 7910/R.M.P. 11575/D du 14 octobre 1957, j'ai l'honneur de vous faire tenir mon P.V. n° 183/L.D. qui est l'exécution.

Vu que le plaignant, Monsieur Emond avait déjà quitté le Territoire au moment de l'arrivée de la Réquisition d'information, l'enquête fut retardée en attendant éventuellement son retour. Par après suivant renseignements recueillis il apparaît que Monsieur Emond se trouve actuellement en territoire de Massisi (district Goma) où il gère une concession de Monsieur de San.

Voulant donc me décharger de l'affaire, j'ai dû mener l'enquête à l'absence du plaignant et n'ai pas eu les possibilités de procéder aux confrontations nécessaires. Ensuite je vous remets la R.I. n° 9202/R.M.P. 10570/D/ qui reste inexécutée pour les raisons décrites ci-dessus.

Veuillez encore trouver en annexe Monsieur le Substitut un résumé de l'affaire.

L'Officier de Police Judiciaire  
L. DE ZUTTER.

Résumé du Procès-Verbal 183/L.D..

Plaignat : Emond  
Prévenu : Nyirakabuga.

Exposé des faits :

A/ Point 1 de la Réquisition.

Quoique les indigènes cités dans la lettre de plainte, et interpellés par nous avouent qu'il sont été plus ou moins forcés pour acheter une médaille à 10 frs. tous ont reçu la quittance légale.

Ce sont:

Mushuheri  
Nzabandora  
Ntenderi  
Gumira  
Buhiri  
Rwashinga  
Busitari.

Point 2 de la Réquisition.

Les indigènes

Habumwami  
Birikunzira  
Gatama  
Busitari  
Muhire.

des travailleurs de Monsieur Emond déclarent qu'ils furent poussés par leur s/chef pour s'acheter des graines potagères mais aucun pour ce qui concerne l'argent confié au s/chef a été trompé (2 saches pour 10 frs.)

Point 3 de la Réquisition.

Pas un seul indigène nous déclare que le s/chef aurait tenu des propos de nature à exposer Monsieur Emond ou mépris de la population.

A cette fin furent interpellés les nommés

Kanyemera  
Gataragwe  
Muhire  
Kavamahanga  
Karegeya  
Muhire  
Habumwami

dont les deux derniers sont mêmes des travailleurs du plaignat.

B/

1. Dans la même plainte, le sieur Emond mentionne le fait qu deux indigènes nommés Kanyemera et Karegeya ont payé leur ipôt en 56 sans recevoir un acquit.  
Les témoins déclarent le contraire

2. Ensuite suivant la même plainte les nommés Gataragwe  
Muhire  
Kavamahanga

ont presté les jours de travaux pour le s/chef en construisant une étable et n'ont pas été payé.

...../.....

Ca correspond avec la vérité quoiqu'il étaient convenus autrement avec le s/chef de sorte que ces indigènes n'ont jamais eu l'envie de disposer plainte.

3/ Finalement le sieur Emond dans une autre plainte datée du 29 octobre et dont copie vous fut transmise accuse le s/chef Nyirakabuga d'avoir délivré des acquits d'impôts aux certains contribuables plus tard que le jour du paiement.

Les indigènes en question nommés: 

Ø	Rugenzi
Ø	Rutakamize
Ø	Mujyakeri
Ø	Semuhire

déclarent un effet qu'il ne ont pas reçu les acquits au jour du paiement.

Le S/chef de sa part prétend que ce n'est pas exact et vu qu'il n'y a pas des preuves au contraire l'enquête fut terminée comme telle.

L'Officier de Police Judiciaire  
L. DE ZUTTER.

Kumr. 20-9-57

22

Boya pour information  
à Monsieur le Substitut  
du Procureur du Roi à Kigali

Monsieur l'Officier de Police

J'ai l'honneur de vous rappeler pour la  
seconde fois une plainte contre le s/cheff Ohirise  
Nyirababwaga pour les faits suivants:

- 1) Lors de la visite à Kuma de M. Naugels  
H. T. ass<sup>t</sup> à Kibungu, Nyirababwaga m'accusait  
de saper son autorité et de faire mes travail-  
leurs à faire de l'obstruction.
- 2) Nyirababwaga renouvelait, par écrit, les mêmes  
accusations lors de la visite à Kuma, de M. Fochet  
H. T. à Kibungu et m'imputait la responsabilité  
des désordres!!! qui sévissaient sur la colline.
- 3) A la suite de cette visite, elle déclarait publiquement  
que j'allais être expulsé, et elle demandait à mon M.O. 1 chez qui elle chercherait désormais  
protection.
- 4) Elle obligeait de nombreux indigènes de la  
colline, à porter contre moi des accusations menson-  
gères dans le but de me desservir près de l'Administration.
- 5) Elle menaçait mes travailleurs d'une forte  
amende s'ils ne faisaient pas les cultures dans les  
monais, alors qu'elle savait parfaitement bien que mes  
M.O. 1 régulièrement engagée n'était pas astreinte  
à ces corvées.

Ces faits étant de nature à nuire  
au préjudice non seulement moral, mais aussi  
matériel en influençant une M.O.I. essentiel-  
lement versatile et navtive et constituant  
de plus (alm. 5) une atteinte à la liberté de  
travail, je demandais à M<sup>r</sup> de Sutter, agent  
territ. à Bulungu de passage à Umuja de  
leur vouloir intervenir auprès du s/chef pour  
faire cesser cette équivoque de dénigrement.  
P<sup>r</sup>is le s/chef des se retracts.

Cas de refus. Je demandais de poursuivre  
Je signalais en outre que:

1) Nyabakanga avait imposé à tous ses travail-  
leurs et à tous les indigènes de la colline, l'achat  
de grains potonges !!

2) Nyabakanga avait obligé de nombreux travail-  
leurs (Mushohori - Ndabandora - Ntenderi etc)  
et de nombreux indigènes (Gomira - Rwa bokozzi -  
Bohori etc) de la colline à payer 10 f. les médailles  
commémorant le Jubilé du Muamvi, alors que  
le prix de celles-ci avait été fixé à 6 f. et que  
de toute façon l'achat de ces médailles ne  
constituait pas une obligation.

3) Nyabakanga a fait construire par de nombreux  
indigènes (Lyakoma - Lyakodowe - Birikuneta,  
Munguran tokany - Uvumahanga - Muhire -  
Rwizibamba - Gachero - Sebikengeri -  
Mavegeri - Rwa bokozzi - Bohore - Uvungami  
hanga etc) une étalle pour son usage personnel,  
et ce, à titre gratuit.

4) Nyabobunga a recueilli l'argent de  
 plusieurs indigènes (entre autres Konyemera  
 Maregeya.) de l'impôt 56 et n'a pas  
 déposé les acquits. 3°

Il veut jeter messonnement au bouge.  
 Je suis très obligé de lui vouloir  
 donner une seule unseule à cette flamme.

Veuillez agréer, Monsieur l'Officier de police  
 l'assurance de mes considérations très distinguées.

F. Mond R.  
 Kiowa

R. J. J. J.

Boite pour information  
à Monsieur le Substitut  
du Procureur du Roi à Angoulême

De

3310 / just / 02 / 12 / 11 / 57  
Monsieur l'Officier de Police.

En supplément à ma plainte du 20-9-56  
contre le chef Nyrahahug, j'ai l'honneur  
de vous faire parvenir les C.T. des travailleurs:  
1) Rogentzi a payé son impôt bétail en août,  
à son acquit (967 307 - 967 308) un daté  
le 25 septembre.

2) Mai giba a payé son T.C. en août, à son  
acquit (927 263) un daté, le 25 septembre,  
l'acquit n'a pas été inséré dans le C. T.

3) Hot skami a payé son T. bétail et C.  
en juillet, à son acquit bétail (967 310 -  
967 311) et C (927 264) un daté, le 25 septembre.

4) Mofykers a payé son T.C. en mai, à son  
acquit (927 265) un daté le 25 septembre.

5) Samohore a payé son T. bétail en février,  
n'a pas son acquit.

Je me permets également de mettre en  
parallèle, le fait que ma plainte était  
reçue le 23 à Koudougou et que  
les travailleurs sus-nommés n'ont  
leurs acquits le 25

Je m'en fus le nommé Ndaisegers  
 homme à tout faire du chef Nyirahabunga  
 venoit chez moi me demander le C. T. V  
 du travailleur Simohire, j'en me demandai  
 s'il y avoit le n° de l'acquit qu'il  
 alloit lui délivrer; je rappelle que  
 Simohire a payé son T. bétail en février.  
 Il est d'ailleurs manifeste que tous ces  
 "oubliés" ont été refaits le même jour.

Mazigira	T.C. acquit. n° 927. 283	
hohokamize	-	4
Mujidhera	-	5
Raganzzi	T. bétail - 1967.	307
hohokamize	-	8
	-	10
	-	11

En outre, tous ces acquits n'étaient pas  
 datés.

Veuillez agréer, Monsieur l'Officier de  
 Colonie, l'assurance de ma considération  
 très distinguée.

Émond B.  
 e/o M. de Sen  
 B.T. n° 38-119411.